

Misère de la mémoire

L' Histoire est écrite par les vainqueurs, que leur victoire résulte de la force de leurs idées ou de la puissance de leurs armes.

Kamel Bouchama ne semble pas décidé à se résigner à cette «loi des vainqueurs» en cultivant un trait de caractère si rare dans nos sphères politiques : la loyauté. Après avoir entrepris la «réhabilitation» de Mohamed Cherif Messaâdia, il entreprend celle de Kaïd Ahmed^(*), un autre chef du FLN d'après-guerre qu'il a eu à connaître et à côtoyer, en dépit de ses démêlées avec les maîtres du moment, notamment le défunt président Boumediène.

Kaïd Ahmed est né le 17 mars 1921, au sortir de la première guerre mondiale, dans une famille de petits propriétaires terriens de la région céréalière de Tiaret. Une famille issue de la lignée des «Ouled el Cadhi» — les enfants du cadhi —, car son aïeul était cadhi (juge en pays musulman, selon le rite malékite) et nationaliste de la première heure.

Il se forgea très tôt et très vite une réputation inaltérable de «fougueux» dont il ne se départira plus. Ce trait de caractère le servira et le desservira. Il le servira en 1854 lorsqu'il fallut rejoindre, dès les tout premiers jours de Novembre, les compagnons de lutte dans la clandestinité, en Wilaya V historique où opéraient notamment les colonels Boussouf, Lotfi et Boumediène. Il s'agit plus exactement (en Wilaya V) de la Zone 8 qui couvre la vaste région du Sud-ouest algérien. Si Slimane y côtoiera notamment une grande figure de la Révolution, Si Brahim, qui deviendra plus tard Si Lotfi. Ce dernier sera son compagnon de lutte et son confident jusqu'à sa disparition au combat, le 27 mars 1960 à Djebel Béchar, dans une bataille inégale au cours de laquelle l'armée coloniale mobilisera aviation et artillerie lourde.

Dans le feu de l'action, outre le nom de guerre de Si Slimane, il gagne le surnom de «Klata», que Kamel Bouchama traduit par «le viril, le bagarreur, le fougueux, l'intransigent, en somme une véritable bombe pour les couards et les serviles» qu'il tient en horreur tout au long des 404 pages qui précèdent les annexes de l'ouvrage.

Kaïd Ahmed finira par diriger la Zone 8 de la Wilaya V, avant de rejoindre l'Etat-major général (EMG) de l'ALN dès sa création en 1960, aux côtés du colonel Boumediène, son premier responsable, et des commandants Mendjeli et Azzedine. Une «promotion» largement méritée au regard de ses hauts faits d'armes antérieurs, notamment lors des célèbres batailles d'El Gaâda en 1957, dans la région d'Aflou, où l'armée coloniale subira ses plus cuisantes défaites face aux hommes de l'ALN. Le commandant Slimane était là à ce moment décisif, aux côtés de Abdelouahab et Abdelghani (Ahmed Benahmed).

On devine la suite du parcours : de l'EMG, Kaïd Ahmed passera à sa première nomination civile, celle de ministre du Tourisme le 23 septembre 1963. Il y démissionnera le 2 décembre 1964, «pour des problèmes de principes», justifiait-il alors, en attendant de s'associer activement au coup d'Etat du 19 juin 1965. Le 10 juillet de cette même année, il est membre du Conseil de la révolution, l'instance collégiale qui succède à Ben Bella —accusé de cultiver le culte de la personnalité — et ministre chargé des Finances et du Plan. A ce poste, il supervise avec succès le lancement et le suivi du plan triennal et des plans spéciaux destinés aux wilayas les plus démunies et déshéritées et à poser les jalons de l'équilibre régional.

En mars 1968, Kaïd Ahmed est nommé «responsable de l'appareil du parti» FLN, poste qu'il occupera jusqu'au 20 décembre 1972, date de sa rupture fracassante avec le président Boumediène au sujet de l'application de la Révolution agraire et de l'injustice qu'elle engendrerait. Ce jour-là, dans la pure tradition brejnévienne, le JT de 20 heures apprend aux Algériens que «sur sa demande et pour des raisons impérieuses de santé, Kaïd Ahmed quitte ses fonctions».

C'est le début d'une galère qu'il surmontera d'autant plus seul que peu de temps après, le 10 décembre 1974 décède, «dans des conditions mystérieuses», celui à qui le lie «une estime réciproque et les mêmes principes» : Ahmed Medeghri. Après avoir assisté à l'enterrement de «Si El Hocine»,

seul, en marge et loin du cortège officiel du Conseil de la révolution, il repart en France «pour commencer une nouvelle phase de sa vie militante».

Cette dernière sera cependant de courte durée puisqu'en mars 1976, après une conférence de presse tenue à Paris, au Grand Hôtel, il sera arrêté et conduit, menottes aux poignets, à la préfecture de police et sommé de quitter le territoire français, duquel il est expulsé et interdit de séjour.

Il est conduit en train au poste frontière franco-suisse de Ferney-Voltaire, escorté par des inspecteurs de police. Après quatre jours passés à ce poste, il quitte, dans la soirée du dimanche 28 mars 1976, le territoire français afin de rejoindre le Maroc, «pour vivre l'ambiance et la tradition arabomusulmanes avec tout ce que celle-ci sous-entendait en plus de sa sécurité personnelle». Sur le séjour de Kaïd Ahmed au Maroc, l'auteur n'en dira pas plus. Il s'étalera par contre sur les raisons de «la fugue» en consacrant un chapitre spécial fort opportunément intitulé : «L'enfant du Sersou et la Révolution agraire». On y apprend que l'intéressé était «trop attaché à la terre», qu'il était impliqué corps et âme dans «ce que l'Etat, tout l'Etat, consacrait comme une Révolution de justice sociale» et qu'il était «taxé, arbitrairement, surtout volontairement, d'élément contre la Révolution agraire».

Même si l'auteur s'échine à en démontrer le contraire, Kaïd Ahmed cultivait des réserves fondamentales, qu'on peut partager ou non, en partie ou en totalité, à l'endroit du train de mesures associées à cette «Révolution» (la majuscule est de l'auteur). Une mention spéciale doit être accordée ici à Kamel Bouchama pour avoir sorti du secret et dépeussier le précieux Mémoire (joint en annexe de l'ouvrage) adressé par Kaïd Ahmed aux membres du Conseil de la révolution en 1972.

Le réquisitoire de Si Slimane est pertinent. Il commence par déplorer la confusion (fonctionnellement mortelle) qui sévit dans les territoires anciennement colonisés entre les concepts de «Nation, Société, Révolution, Etat, Régime, Pouvoir, Système, Direction politique». Il y voit l'expression idéologique d'une «singulière dilution ou concentration abusive des pouvoirs» et propose de déceler ses origines dans deux défaillances humaines qu'il associe à l'arbitraire et au déni du droit.

Il y a d'abord «la volonté tenace et délibérée des hommes — que des concours de circonstances, moins souvent que la valeur intrinsèque éprouvée ont placés au faite de la hiérarchie des centres de décision — de diriger, de gouverner, de trancher discrétionnairement sans tenir compte des exigences d'un irremplaçable exercice harmonieux des responsabilités réparties par les instances et les organes habilités dans le cadre général des institutions reconnues et admises officiellement».



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

La dérive tient, par ailleurs, à «l'inaptitude des hommes à considérer, accepter et à respecter la règle, la loi pourtant indispensable de la concertation, de la confrontation et du contrôle, fait que leur tendance a été invariablement de se hisser eux-mêmes au-dessus de toute règle et de toute loi, au-dessus des autres hommes et des institutions».

Un tel contexte favorise, à ses yeux, «des conceptions courtoisanes, rétrogrades, nourries de clichés antédiluviens».

Il se profile, en filigrane, une configuration première ou «naïve» de l'Etat de droit, des libertés, de la séparation et de l'équilibre des pouvoirs, même si le parcours révolutionnaire de l'intéressé ne le prédisposait naturellement pas, du moins encore, à faire sienne cette terminologie, sans prendre le risque d'être soupçonné de «libéralisme», lui qui était déjà largement voué aux gémonies idéologiques des gardiens du temple, lui «le grand propriétaire terrien, le féodal, le propriétaire d'un grand haras, enfin le réactionnaire qui n'en finissait pas de faire jaser les gens... honnêtes, scandalisés par son attitude arrogante».

C'est tout à l'honneur de Kamel Bouchama de monter à l'assaut de «ces accusations ridicules, sans queue, ni tête, qui ont peinturluré Kaïd Ahmed pour en dresser un tableau de goujat, de malappris, si ce n'est d'un sinistre maffieux».

«Arrêtez, de grâce, si vous vous situez encore dans ce passé où le mensonge était la seule et facile ressource de la violence ! Dites à nos enfants que nous nous sommes trompés dans de nombreux domaines et sur des personnalités valeureuses que l'Histoire, dans sa grandeur, réhabilitera forcément, car le sort des mythes est de s'étioler au fil du temps».

A. B.

(*) Kamed Bouchama : *Kaïd Ahmed, homme d'Etat*, éditions Juba, Alger, mai 2011, 511 pages.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

COMMUNIQUÉ

A la mémoire du Président
Mohamed Boudiaf, initiateur
du groupe des «22» et du FLN,
ses amis de la guerre
d'Indépendance invitent à
un recueillement sur sa tombe
au cimetière d'El Alia le
vendredi 1^{er} juillet 2011
à 10 heures.



POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

La très ancienne et très sympathique théorie des résidus poilus !

A l'approche du Ramadan, les autorités sont divisées sur les opérations de solidarité envers les démunis.

Un couffin en paille tressée ou en plastique ?

Une fois encore, un chef des armées, du haut d'une tribune très armée et peinte de couleurs où il n'y avait pas que le conventionnel «vert militaire» mais aussi un tas d'autres teintes généralement utilisées pour faire peur aux enfants qui refusent de manger leur soupe, donc, ce chef des armées est venu réaffirmer que les «résidus de terrorisme seront harcelés sans répit». Et ce message m'a empli de joie. Chouette, la théorie du terrorisme résiduel n'est pas morte, me suis-je dit. Elle vit toujours ! Bon, il est vrai qu'elle semblait avoir marqué une pause depuis le départ de Nounou La Gaffe et de son légendaire troupeau de 876 derniers tangos sur le point de se rendre immédiatement tout à coup. Disparue donc un temps, la théorie du terrorisme résiduel revient grâce à Gaïd Salah. Mais elle ne revient pas exactement sous la même forme. Elle a apparemment subi quelques liftings. Grâce à cette déclaration du patron de nos armées, je découvre qu'aujourd'hui, c'est l'ANP qui va «harceler» les groupes terroristes résiduels. C'est tout de même assez nouveau. Je dirais même plus, c'est innovant. Parce que jusque-là, si j'ai bon souvenir, c'était plutôt les frères des montagnes qui étaient chargés de harceler l'armée,

non ? Tout bon tango vous le dira : «Une des techniques de guérilla, lorsqu'on est un petit groupe résiduel de combat, et que l'on a face à soi une force supérieure, c'est le harcèlement.» Faut croire que même ça, ça a évolué. Soit ! Il va donc falloir que je m'habitue à ce nouveau scénario et que je réadapte mon bréviaire. Ainsi, amis lectrices et lecteurs, ne soyez pas étonnés à l'avenir si vous «tombez» sur un papier qui vous annonce qu'un groupe de terroristes d'Aqmi a sauté sur une mine enfouie sur le bas-côté de la route par des artificiers de l'ANP. Ne soyez pas non plus surpris si vous lisez dans un compte-rendu qu'une «colonne terroriste avançant en convoi et ayant été prise sous le feu roulant d'une poignée de militaires postés sur des promontoires de part et d'autre d'une route escarpée a dû se replier vers la casemate, et y attendre des renforts en frères barbus arrivés sur les lieux assez rapidement, lesquels renforts ont aussitôt entamé une vaste opération de ratissement pour traquer les bidasses harcèleurs». Non, c'est sûr, il va falloir vous habituer à tous ces changements, à ces chamboulements. Déjà qu'avant, on reprochait à l'armée d'avoir recours à des moyens pas très conventionnels pour éliminer un terrorisme pourtant décrit comme résiduel, que vont-ils alors penser aujourd'hui si en plus de ça, l'ANP avoue avoir recours au... harcèlement ? Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

